

The Open Government Partnership

Mecredi, le 14 juin 2017

1110 Vermont Avenue NW

Suite 500/Open Gov Hub

Washington DC 20005

United States of America

RE: Lettre en solidarité avec *Núcleo de la Sociedad Civil para el Gobierno Abierto en México* (Noyau de la société civile pour le gouvernement ouvert au Mexique).

Nous, organisations de la société civile soussignées (OSC), écrivons cette lettre pour supporter et encourager nos homologues / collègues mexicains.

Nous sommes consternés de constater que "les achats de la technologie haute gamme et la surveillance illégale des activistes, de la société civile et des journalistes menés par le gouvernement est une activité constante" .¹

A considérer les pareilles conditions, nous comprenons et rejoignons la décision des représentants mexicains de la société civile au sujet du Secrétariat technique tripartite du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO) de suspendre leur engagement au sein de leur Comité directeur national.

Dans la lettre du 23 mai 2017 adressée au Comité directeur du PGO mexicain, le *Núcleo de la Sociedad Civil para el Gobierno Abierto en México* fournit les raisons historiques de cette décision. Une crise de confiance entre les membres du Secrétariat est au centre du problème. Ceci constitue une condition indispensable à la réussite du processus de co-création et de collaboration, tel que demandé par la déclaration PGO.² Parmi les préoccupations soulevées par le *Núcleo de la Sociedad Civil*, il y a la preuve de la surveillance de la haute technologie des OSC mexicaines, du manque de participation du gouvernement mexicain aux travaux du Secrétariat et des tentatives de l'exécutif de diminuer la portée de leurs engagements PGO.

Nous invitons tous les membres du PGO à se rappeler et à respecter les Principes de Tshwane qui soulignent la nécessité de mettre en place des mécanismes de contrôle et d'équilibre au sujet de la portée de la capacité de surveillance du Gouvernement.³

1. Le 23 mai 2017. Lettre ouverte: Déclaration de la société civile mexicaine pour le Comité directeur du PGO: https://www.opengovpartnership.org/sites/default/files/Mexican_Letter_Civil-Society_May23-2017.pdf

2. Voir les détails: [Open Government Declaration](#)

3. Le 12 juin 2013 Les Principes mondiaux sur la sécurité nationale et le droit à l'information (Principes de Tshwane): <https://www.opensocietyfoundations.org/sites/default/files/global-principles-national-security-10232013.pdf>

En plus de s'engager dans les principes énoncés dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et dans la Convention des Nations Unies contre la corruption, les membres du PGO s'engagent également à respecter les principes d'ouverture lorsqu'ils se réfèrent au public et à accroître la disponibilité d'informations des activités gouvernementales.

Nous sommes tristes de ce qui semble être une tendance croissante de la surveillance de l'État et des OSC en opposition directe à ces principes malgré l'appartenance au PGO.

Cette situation donne libre cours à une réflexion honnête non seulement sur les graves violations des Droits de l'Homme imposées aux activistes mexicains, mais aussi sur le contexte de confiance compromise dans nos deux pays.

En juillet 2015, les OSC sud-africaines : The Right 2 Know Campaign, Afesis-Corplan et le Public Service Accountability Monitor, ont exprimé des inquiétudes au sujet d'une surveillance accrue de l'État malgré les engagements du Gouvernement sud-africain à l'égard des principes de transparence et d'ouverture en tant que membre du PGO. Ces points ont été soulevés dans une lettre ouverte, demandant au Gouvernement sud-africain « soit de montrer un engagement envers la réalisation d'un véritable partenariat entre l'État et la société civile qui prend le PGO au sérieux soit de s'en retirer ». Nous avons ajouté que si ces préoccupations n'étaient pas traitées, les OSC «exploreraient l'option de soumettre une plainte officielle au comité directeur du PGO».⁴

La situation politique au Mexique et en Afrique du Sud nécessitent une profonde réflexion et une action des partenaires au sein du PGO. Les mesures prises par les OSC mexicaines en réaction aux évolutions alarmantes dans les activités de surveillance de l'État, appellent aux discussions franches et ouvertes au sein du réseau PGO. Cela doit se faire dans les structures des comités directeurs nationaux et dans l'ensemble du secrétariat du PGO.

La négligence des principes fondamentaux du PGO (confiance mutuelle, ouverture et partenariat) constitue une menace directe pour l'intégrité de ce que nous croyons tous être une initiative internationale importante et unique.

Parallèlement à nos nombreux homologues de la communauté PGO - nous avons investi du temps et de l'énergie pour soutenir et promouvoir les principes en Afrique du Sud - souvent dans des conditions difficiles. Cci se fait parce que nous croyons sincèrement aux principes retenus dans la déclaration PGO. Nous croyons au potentiel de transformation de la participation conjointe au PGO. Nous, comme d'autres membres de l'OGP, espérons que notre adhésion à l'OGP aura le potentiel de transformer la prestation de services publics et la gouvernance dans notre pays. Nous espérons que notre travail dans la promotion de la réforme ouverte du gouvernement - et des réformateurs - nous aidera à trouver de nouvelles solutions innovantes aux défis sociétaux tels que la corruption.

⁴ La lettre ouverte a été adressée au sous-ministre de la Fonction publique et de l'Administration, le ministre Ayanda Dlodlo en sa qualité d'Envoyé spécial du département principal du PGO en Afrique du Sud (Département de la Fonction publique et de l'Administration).

Ceci se fait dans l'esprit dans lequel nous faisons cet appel à l'appui de nos homologues/collègues mexicains, mais aussi en renforçant l'appel à l'action dans notre propre pays pour renforcer davantage la réforme gouvernementale ouverte en engageant dans des conversations difficiles.

Le 26 avril 2016, les OSC sud-africaines ont publié une déclaration conjointe soutenant la condamnation par le Comité des droits de l'homme des Nations Unies des capacités de surveillance du pays.⁵ Les observations suivantes résonnent encore sur le contexte mexicain;

Les capacités de surveillance des communications en Afrique du Sud ne sont pas transparentes, ouvertes aux abus et constituent une menace majeure pour les droits de l'homme Des preuves montrent que ces capacités de surveillance ont été utilisées pour cibler les journalistes d'enquête, les militants politiques, les syndicalistes et d'interférer dans la vie politique et publique de l'Afrique du Sud .⁶

La surveillance accrue des activistes par les services de renseignement sud-africains est une préoccupation soulevée par plusieurs chercheurs et OSC depuis lors.⁷

À cette fin, nous appelons les partenaires du gouvernement sud-africain et mexicain à examiner leurs engagements envers du PGO et à les défendre sans crainte ni faveur.

Notre appel au gouvernement mexicain

Le Mexique - comme l'Afrique du Sud - possède d'importants cadres législatifs de soutien, des systèmes institutionnels et une société civile forte. Les leçons tirées de l'expérience PGO du Mexique offrent des opportunités importantes aux réformateurs émergents et aux pays qui souhaitent adhérer au partenariat.

Nous exhortons les partenaires du gouvernement au Secrétariat mexicain du PGO non seulement à prendre soin des progrès réalisés à ce jour, mais à considérer leur rôle fondamental dans le respect du «P» dans le PGO. Le Mexique, par exemple, a fait des progrès importants dans une réelle réforme ouverte du gouvernement, comme en témoigne le niveau accru de la transparence fiscale.⁸

De plus, nous exhortons le gouvernement mexicain à fournir des réponses claires aux déclarations et aux plaidoyers formulés par leurs partenaires des OSC. Le partenariat n'est pas viable sans confiance mutuelle.

⁵ La déclaration a été publiée dans le cadre de la loi visant à réglementer l'environnement de surveillance de l'Afrique du Sud, connue sous le nom de Règlement sur l'interception des communications et de la communication (RICC).

⁶ Le 26 avril 2017. Communiqué de presse: 'Sonke Gender Justice: Stand Against Surveillance: Fix South Africa Now!' Disponible en ligne:

<http://www.genderjustice.org.za/news-item/stand-surveillance-fix-africa-now/>

⁷ https://za.boell.org/sites/default/files/perspectives_oct_2016_web.pdf

<http://bigbrother.r2k.org.za/wp-content/uploads/Big-Brother-Exposed-R2K-handbook-on-surveillance-web.pdf>

⁸ http://www.fiscaltransparency.net/eng/resource_open_public.php?IdToOpen=20150831127

Notre appel à la communauté PGO

Nous nous félicitons de la déclaration du PGO le 25 mai 2017 soulignant le rôle important joué par le Mexique dans l'espace gouvernemental ouvert jusqu'à présent et souhaitons réitérer que la relation soit rétablie.

Nous demandons au PGO de témoigner d'un leadership aussi robuste que décisif en la matière en facilitant le dialogue non seulement en ce qui concerne les événements au Mexique, mais aussi dans l'ensemble de la communauté mondiale du PGO.

Nous appelons à une interrogation franche du rôle collectif de la société civile et du gouvernement afin de s'assurer que les menaces d'ouverture et de transparence posées par les activités de surveillance signalées au Mexique et dans notre propre pays sont traitées de manière efficace et explicite.

Nous nous joignons au *Núcleo de la Sociedad Civil para el Gobierno Abierto en México* en demandant que ces questions soient abordées lors du prochain rassemblement des Comités du PGO.

En outre, nous sommes encouragés par la déclaration claire des OSC mexicaines de leur intention de persévérer dans leur travail «favorisant l'agenda ouvert du gouvernement au Mexique» et de «formuler des stratégies plus strictes pour qu'un 4ème plan d'action ambitieux puisse être co-créé avec succès».

Nous réaffirmons notre engagement continu envers le Partenariat pour un Gouvernement Ouvert dans la lutte pour la transparence, la réforme gouvernementale ouverte et la justice sociale.

Nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'expression de nos considérations distinguées.

Sociétés civiles sud-africaines à l'appui du PGO

NOMS DES ORGANISATIONS:

- Afesis-coplan
- Black Sash
- Change Agents South Africa
- Election Monitoring Network
- Freedom of Expression Institute (FXI)
- Mobile Social Accountability Monitoring (MobiSAM)
- Open Democracy Advice Centre (ODAC)
- Sustainable Livelihoods Foundation
- The Public Service Accountability Monitor (PSAM)